



Retraité·es sacrifié·es avant et pendant la crise, c'est assez ! L'après crise doit être différent

Les retraité·es ont payé le plus lourd tribut à la « crise sanitaire », ils représentent 80 % des décès dus au coronavirus, dont la moitié survenus en EHPAD et établissements. Nombre de celles et ceux qui ont vaincu le virus en conserveront des séquelles invalidantes. Les retraité·es ont été sacrifié·es, jugé·es non prioritaires pour utiliser un système de santé rendu insuffisant, après des dizaines d'années d'économies sur la santé et les investissements, le personnel, les moyens à l'hôpital public, la prise en charge de la perte d'autonomie.

Ces sacrifices prolongent ceux imposés depuis plusieurs années sur le pouvoir d'achat, le quasi gel des pensions depuis 2014, la baisse des pensions en 2018. Entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 décembre 2019, les prix ont augmenté de 12,93 %, le Smic a progressé de 20,05 % et les pensions nettes seulement de 8,60 %.

L'avenir qui nous est préparé pourrait être pire, il est annoncé par des attaques insupportables qui veulent préparer l'opinion publique, une culpabilisation scandaleuse des « *retraité·es qui n'ont pas perdu de revenus pendant la crise* », en niant le nombre de morts et les sacrifices financiers de toutes ces dernières années. Les retraité·es devraient vivre reclus, et même ne plus aller chercher leurs petits-enfants à l'école !

Pourtant, aujourd'hui, l'économie a besoin de ces « actifs bénévoles » et de ces « consommateurs » retraités qui ont « du temps » pour les loisirs, les voyages, la culture, la vie associative et communale, etc. **Pourtant, les retraité·es en perte d'autonomie ont besoin d'une bonne pension** qui s'avère aujourd'hui bien insuffisante pour payer l'important reste à charge des Ehpad et établissements.

Nous sommes inquiets de ce qui pourrait être dans le PLFSS 2021, le projet de loi du financement de la Sécurité sociale du 15 octobre, qui représente un enjeu plus important que d'habitude dans le contexte de la crise du Covid-19 et du Ségur de la santé.

Oubliées les belles paroles hypnotiques du Président Macron, en 2017 « *avec moi, le pouvoir d'achat des retraité·es sera préservé* », et du 12 mars 2020 « *la santé n'a pas de prix* » : l'avenir risque d'être une nouvelle baisse de notre pouvoir d'achat, voire de notre pension, et la poursuite des économies sur le système de santé. Oublié le constat montré par la crise sanitaire, l'importance d'un système de protection sociale capable de maintenir les revenus d'une partie importante de la population, de contribuer au maintien de l'activité économique, d'offrir à tous un accès au soin.

Nous réclamons :

- La gratuité des masques qui représente, pour des retraites et des pensions de réversion, une lourde contrainte financière supplémentaire.
- Le respect des maigres engagements, les pensions entre 2 000 et 2 014 € devaient augmenter de 0,1 à 0,5 % au 1^{er} mai 2020, cette revalorisation a été repoussée au 1^{er} octobre, elle doit être versée.
- Le retour à l'indexation de toutes les pensions sur l'évolution des salaires et une mesure immédiate de revalorisation de toutes les pensions et de rattrapage du pouvoir d'achat perdu. Aucune pension ne doit être inférieure au SMIC.
- Le maintien et le développement des services publics de proximité.
- La reconnaissance des retraité·es à leur juste valeur, contributeurs de liens sociaux et d'emplois, bref, des citoyens. Un·e ministre ou un·e secrétaire d'État pour les 17 millions de personnes retraitées s'impose.

Nous refusons de payer l'addition de la crise sanitaire alors qu'une minorité s'enrichit de plus en plus, A l'inverse, nous demandons du pouvoir d'achat pour le plus grand nombre, la suppression de la hausse de la CSG, une réforme fiscale qui rétablit une réelle progressivité.